



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 21 DEC. 2022

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2022-083
portant autorisation d'exploiter une installation de tri, transit et regroupement de déchets
dangereux et non dangereux**

**Société EXCOFFIER RECYCLAGE
Commune de Saint-Alban-Leyssie**

*Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques*

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2000 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU la décision d'exécution UE 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU la preuve de dépôt du 7 juillet 2016 d'une déclaration du 30 juin 2016 délivrée à la société EXCOFFIER SAVOIE pour les installations de tri, transit et regroupement de déchets qu'elle exploite 91 rue des Eglantiers à Saint-Alban-Leyssie (73230) ;

VU le changement de dénomination sociale de l'exploitant télédéclaré le 8 août 2020, au profit de la société EXCOFFIER RECYCLAGE ;

VU la demande d'autorisation environnementale du 07 mai 2021, complétée et mise à jour le 31 janvier 2022, présentée par la société EXCOFFIER RECYCLAGES concernant l'extension des installations exploitées 91 rue des Eglantiers à Saint-Alban-Leyse (73230) ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} avril 2022 précisant que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter est complet et régulier et peut être mis à enquête publique ;

VU la décision du Président du Tribunal Administratif de Grenoble, relative à la désignation d'un commissaire enquêteur, en date du 21 avril 2022 ;

VU l'information d'avis tacite de l'autorité environnementale en date du 13 mai 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 mai 2022 portant ouverture d'une enquête publique pour une durée du 8 juin 2022 au 7 juillet 2022 inclus ;

VU le registre d'enquête ;

VU le rapport et l'avis du commissaire enquêteur datés du 7 août 2022 ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Saint-Alban-Leyse, Barberaz, La Ravoire et Curienne ;

VU l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de Chambéry, Saint-Jean-d'Arvey, Barby et Bassens ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2022 prorogeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale unique de 2 mois ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 23 novembre 2022 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 25 novembre 2022 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'avis favorable à l'unanimité en date du 6 décembre 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation environnementale déposée par la société EXCOFFIER RECYCLAGE, pour son installation située à Saint Alban-Leyse, a été instruite conformément aux dispositions des articles R. 181-1 à 44 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la rubrique associée à l'activité principale exercée par la société EXCOFFIER RECYCLAGE est la rubrique 3510 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont édictées dans le BREF WT concernant le traitement des déchets ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF WT ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 10 août 2018,

CONSIDÉRANT que le dossier déposé est de bonne qualité et qu'il a étudié de manière sérieuse l'ensemble des enjeux environnementaux du projet ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort de l'examen du dossier que le projet est doté des techniques de prévention des risques et des nuisances clairement décrites dans le dossier et correspondant à l'état de l'art et aux meilleurs techniques disponibles dans ce secteur industriel ;

CONSIDÉRANT que les impacts induits par le projet, concernant notamment le trafic routier ainsi que la pollution atmosphérique qui en découle, sont limités et maîtrisés ;

CONSIDÉRANT qu'au regard du dossier, aucune des cibles identifiées n'est soumise à un risque sanitaire significatif lié à l'exploitation des installations ;

CONSIDÉRANT que les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par les mesures spécifiées dans le projet d'arrêté préfectoral, conformément à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant par le projet d'arrêté tiennent compte des avis exprimés par le commissaire enquêteur et lors consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32 ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que, sous réserve du respect des dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation précité et des prescriptions du projet d'arrêté, les risques et impacts de l'établissement sur l'environnement sont acceptables ;

CONSIDÉRANT qu'il n'a pas été formulé d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral lors de la séance du 6 décembre 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours duquel le demandeur a été entendu ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral n'a pas fait l'objet de modification lors de la séance du 6 décembre 2022 du CODERST ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société EXCOFFIER RECYCLAGE (SIRET n°32702008700018) dont le siège social est situé au 70 route du stade, 74 350 Villy-le-Pelloux, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter 91 rue des Eglantiers, 73230 Saint-Alban-Leyssie les installations visées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté.

Article 1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation : Capacités maximales - flux annuel
2710-1-a	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	10 tonnes Flux annuel : 300 tonnes par an
2710-2-a	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	1000 m ³ Flux annuel : 50 000 t/an
2711-1	DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant :	150 m ³ , soit 15 tonnes Flux annuel : 3500 tonnes/an

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation : Capacités maximales - flux annuel
		2. Supérieur ou égal à 100 m ³	
2712-3-b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage	10 bateaux présents sur site en simultané Flux annuel : 300 bateaux traités par an
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² ;	5800 m ² Flux annuel : 30 000 tonnes/an
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	7550 m ³ Flux annuel : 40 000 t/an
2715	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	300 m ³ Flux annuel : 500t/an
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	4133 m ³ Flux annuel : 90 000 t/an + biodéchets provenant des restaurants, des commerces ou des cantines, 60 m ³ , soit 29 tonnes Flux annuel : 520 tonnes Flux annuel total : 90 520 t/an
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	280 tonnes flux annuel : 5 000 t/an
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2791. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Broyage de déchets non dangereux : 4 tonnes/jour Cisaillage des métaux : 96 tonnes/jour TOTAL : 100 tonnes/jour flux annuel global : 25 400 t/an
3510	A – IED	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour : - mélange et reconditionnement avant de soumettre les	35 tonnes/jour flux annuel : 8890 t/an

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation : Capacités maximales - flux annuel
		déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	
3550	A – IED	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	295 tonnes, soit : - 280 t pour la rubrique 2718 - 15 t pour la rubrique 2711 Flux annuel : 8500t/an soit : - 5000 t/an pour la rubrique 2718 - 3500 t/an pour la rubrique 2711

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Au sens de l'article R. 515-61 (directive IED), la rubrique principale est la rubrique 3510 relative à l'élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour (mélange et reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520). Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT relatif au traitement des déchets.

Article 1.2.2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature eau suivante:

Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	2.1.5.0	Surface imperméabilisée du site : 2,061 ha	D

Article 1.2.3 Localisation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Communes	Parcelles
Saint-Alban-Leyse	n°109, 170, 173, 491,493, 649, 769, 771, 776, 778, 783, 816, 818, et 821, section AI.

Les installations visées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 ci-dessus sont reportées sur les plans et schémas annexés au présent arrêté.

Article 1.2.4 Consistance des installations autorisées

L'établissement d'une superficie totale de 20 610 m², comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment principal d'exploitation d'environ 3055 m² comprenant une partie bureaux / sanitaires, un grand hall d'exploitation, un local dédié à la destruction des archives confidentielles, une aire de lavage des engins et camions, accolée au bâtiment d'exploitation et une presse à balles ;
- un auvent de 675 m² accolé au bâtiment principal : y sont déposés des déchets en vrac de plastiques, papiers et cartons ;
- un bâtiment de stockage de 360 m² environ dénommé « le chalet » qui abrite des déchets souillés, des boues d'usinage en bennes et une benne de stockage de bois traité (déchet dangereux). ;
- Un stockage couvert de 130 m² environ dénommé « le préau » abritant des bio-déchets en bac (type poubelle) de 770 L.
- diverses zones extérieures de stockage :
 - Des alvéoles de stockages pour la déchetterie professionnelle, qui regroupent des déchets combustibles et non combustibles sur une surface de 727 m²
 - Une zone de stockage de bennes vides
 - Une benne de stockage de câbles aluminium,
 - Une alvéole de stockage de terre, (60m²)
 - Une zone de stockage de balles de papiers/cartons (180 m²)
 - Une zone de stockage de déchets métalliques : inox, aluminium, pare-chocs, sur une surface de 1250 m²
 - Une zone de stockage de ferrailles en vrac d'environ 500m²,
 - Une alvéole de stockage de pneus, (66 m²)
- des voiries, parkings, bassins sur environ 11 400 m².

Les différents bâtiments et stockages sont représentés sur un plan des stockages en annexe 1 et leur quantité maximale autorisée est citée à l'article 1.2.1 dans le tableau récapitulant la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Article 1.2.5 Périmètre IED

Les périmètres IED, auxquels s'appliquent les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I du Livre V du code de l'environnement, qui concernent les zones de déchargement, manutention et stockage des déchets des rubriques 3510 et 3550, sont les suivants :

- périmètre 1 : zone renommée « le Chalet » : déchets souillés, boues d'usinage, boues d'hydroxydes métalliques et bois traité ;
- périmètre 2 : zone renommée « le bâtiment d'exploitation » : batteries, néons-peintures, aérosols, zinc, moteurs électriques, cuivre, câbles gainés, déchets d'équipements électriques et électroniques - gros électroménagers hors froid (DEEE-GEMHF)

Le périmètre ne comporte aucune zone extérieure.

Article 1.2.6 Statut de l'établissement vis-à-vis de la directive Seveso

L'établissement n'est classé ni Seveso seuil haut, ni Seveso seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les

différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 - GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.5.1 Objet des garanties financières

La société EXCOFFIER RECYCLAGE est tenue de constituer des garanties financières garantissant l'exécution des mesures de mise en sécurité des installations en cas de cessation définitive d'activité. Conformément à l'article R.516-1.5° du Code de l'environnement, ces garanties financières s'appliquent pour les installations suivantes de la nomenclature des installations classées : 2712, 2713, 2714, 2716, 2718, 2791, 3510, 3550.

Article 1.5.2 Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières à constituer est fixé à 373 000 € TTC (trois cent soixante treize mille euros). Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 7.1.2 du présent arrêté.

Article 1.5.3 Établissement des garanties financières

Les garanties devront être établies dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'exploitant communiquera pour cela au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.5.4 Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.5.5 Actualisation des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières figurant à l'article 1.5.2 du présent arrêté a été établi sur la base des valeurs suivantes :

- indice TP01 de mars 2022 : 124,7
- taux de TVA en vigueur au moment de l'établissement du présent arrêté : 20 %.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 1.5.6 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.5.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.8 Appel des garanties financières

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Article 1.5.9 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Article 1.6.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.6.5 Changement d'exploitant soumis à autorisation préalable

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières. Cette demande intervient dans un délai minimum de trois mois avant le changement prévu.

Article 1.6.6 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, les usages à prendre en compte sont les suivants : usages d'activités économiques ou industrielles ou restitution des terrains pour un usage conforme à la zone.

Lorsque les installations sont mises à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- ☐ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et déchets présents sur le site ;
- ☐ des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- ☐ la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- ☐ la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Le mémoire de réhabilitation prévu par l'article R 512-39-3 précité, est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.512-6-1, et, le cas échéant, à l'article L.211-1 en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L.181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation.

En application article R. 515-75, la notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

Au moins trois mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

CHAPITRE 1.7 - RÉGLEMENTATION

Article 1.7.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive);, sauf dispositions contraires du présent arrêté :

Dates	Textes
02/02/98	Arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
04/04/10	Arrêté ministériel du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

31/05/12	Arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
15/12/09	Arrêté du 15/12/09 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33 « R. 512-46-23 » et R. 512-54 du code de l'environnement
07/07/09	Arrêté du 7/07/2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
27/10/11	Arrêté du 27/10/11 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
29/02/12	Arrêté du 29 /02/12 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
29/07/05	Arrêté du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
23/01/97	Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/01/08	Arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
11/03/10	Arrêté du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
26/03/12	Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
27/03/12	Arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial), s'applique, sans préjudice des dispositions du présent arrêté.
24/08/17	Arrêté du 24/08/17 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement
06/06/18	Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
06/06/18	Arrêté du 6/6/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifiant l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux

	prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
15/04/10	Arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
15/10/10	Arrêté du 15/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715
04/10/10	Arrêté du 4/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
25/03/21	Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
31/05/21	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

Article 1.7.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.1.3 Intégration dans le paysage, propreté, et voies de circulation

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage et d'atténuer l'impact paysager, en fonction des possibilités techniques.

L'ensemble du site devra être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les locaux et installations sont régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...).

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement et régulièrement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 2.1.4 Dératisation

L'établissement est tenu en état de dératisation permanente. Des campagnes de dératisation sont menées à une fréquence au moins annuelle. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

CHAPITRE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1 Utilités et Réserves

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations, ainsi qu'au maintien des équipements concourant au respect des valeurs limites de rejets.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits absorbants, filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs...

CHAPITRE 2.3 - DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.3.1 Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.4 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.4.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.5 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 2.5.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 2.5.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder tous les deux ans à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 2.5.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Le site n'est pas émetteur de rejets atmosphériques canalisés.

Les effluents aqueux sont constitués par les eaux pluviales susceptibles d'être souillées ainsi que les eaux de l'aire de lavage. La surveillance minimale à réaliser est décrite à l'article 4.5.1.3 pour les effluents susvisés.

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.181-12, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'Inspection des Installations Classées ou au préfet.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

CHAPITRE 2.6 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, et ses compléments
- les plans tenus à jour incluant un plan détaillé des stockages des différents déchets avec mise en évidence des déchets dangereux visés par les rubriques IED,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.7 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Article 2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.5.3	Attestation de constitution de garanties financières	Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.
ARTICLE 1.5.5	Actualisation des garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
ARTICLE 1.5.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3
ARTICLE 1.6.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.6.5	Changement d'exploitant	3 mois avant le changement prévu.
ARTICLE 1.6.6	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLE 2.4.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
ARTICLE Article 5.2.2	Autosurveillance des niveaux sonores	Un an au maximum après la mise en service de l'installation.
ARTICLE 2.5.3	Résultats d'autosurveillance	Semestriel (via le site de télédéclaration)
ARTICLE 2.8	Bilans et rapports annuels Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (via le site de télédéclaration GEREPE)
ARTICLE Article 2.8.1	Réexamen IED	Dans un délai de 12 mois à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale
ARTICLES 4.5.4 et 4.5.5	Surveillance périodique pour les eaux souterraines et les sols	Eaux souterraines : tous les 5 ans Sol : tous les 10 ans

CHAPITRE 2.8 - BILANS PÉRIODIQUES

Article 2.8.1 Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L 515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R 515-72 ,dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations susceptibles de provoquer des émissions de poussières sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Notamment les biodéchets seront conservés sur site un maximum de trois jours calendaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.3 Envols de poussières

L'ensemble des activités du site sont conçues de façon à permettre de réduire les envols de poussières.

Article 3.1.4 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air

En cas de déclenchement de la procédure d'information / recommandation et mesures d'urgences, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- reporter certaines opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote à la fin de l'épisode de pollution
- réduire tout rejet atmosphérique,
- mise en place de mesures compensatoires (arrosage, etc.) durant l'épisode de pollution ;
- Privilégier l'utilisation des poids lourds fonctionnant au gaz naturel.
- Faire appliquer avec rigueur la consigne signifiant l'arrêt des moteurs des semi-remorques lorsqu'elles viennent se faire charger.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 4.1.1 Respect des textes de référence

L'implantation et le fonctionnement des installations sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Ils respectent également les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône – Méditerranée.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux de polluants.

CHAPITRE 4.2 - ALIMENTATION EN EAU

Article 4.2.1 Alimentation en eau

Les activités de tri, transit et regroupement de déchets de l'établissement ne nécessitent pas d'eau. La consommation d'eau du site est liée à la consommation humaine, aux usages sanitaires, d'entretien du site, à l'aire de lavage dédiée aux camions, engins et matériels du site, ainsi qu'aux usages des RIA.

L'établissement est alimenté uniquement par le réseau public d'eau potable de la commune de Saint-Alban-Leysse.

L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. La consommation d'eau de l'établissement est relevée tous les mois et portée sur un registre.

Le volume annuel prélevé est inférieur à 500 m³/an.

Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel (nappe ou eaux de surface) est interdit.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il cherche par tous les moyens économiquement acceptables à limiter au maximum la consommation d'eau de son établissement, notamment à l'occasion de remplacements de matériel.

L'exploitant doit, le cas échéant, se conformer aux mesures d'urgence que le préfet est susceptible d'imposer en cas de sécheresse concernant la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Les ouvrages de prélèvement sont maintenus en bon état.

Article 4.2.2 Protection du réseau public

Toutes dispositions sont prises afin d'éviter la pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique situé à l'intérieur de l'établissement.

A cette fin, les branchements sur la canalisation publique d'eau potable sont munis d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout retour sur le réseau d'alimentation.

CHAPITRE 4.3 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.3.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.4 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.3.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité (entretien régulier des réseaux de collecte et contrôle par caméra si suspicion de pollution).

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.3.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.3.5 Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs situés au Nord-Est et Sud-Ouest du site (2 vannes d'isolement) sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Une consigne est rédigée et portée à la connaissance du personnel pour préciser leur entretien préventif et les conditions de manœuvre des vannes d'isolement précitées et les modalités des gestions des effluents confinés.

CHAPITRE 4.4 - TYPES D'EFFLUENTS LIQUIDES PRODUITS ET CONDITIONS DE REJET DES EFFLUENTS

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Points de rejets	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Eaux de lavage	réseau eaux usées	station d'épuration de l'agglomération de Grand Chambéry	Encadré par une convention de déversement avec le Grand Chambéry
Pt N°2	Eaux susceptibles d'être polluées	Milieu naturel	Alluvions de la Plaine de Chambéry (FRDG304)	Encadré par une convention de déversement avec le Grand Chambéry

Pt N°3	Eaux susceptibles d'être polluées	Milieu naturel	Alluvions de la Plaine Chambéry (FRDG304)	Encadré par une convention de déversement avec le Grand Chambéry
--------	-----------------------------------	----------------	---	--

Article 4.4.1 Eaux pluviales non polluées

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées sont uniquement les eaux pluviales de toiture. Elles sont collectées par un réseau de gouttières puis dirigées dans le milieu naturel par infiltration dans le sol.

Article 4.4.2 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement des aires de stationnement, de manoeuvre, de chargement, de dépôts de déchets...) sont des eaux pluviales susceptibles d'être entrées en contact sur le site avec une surface imperméabilisée (autre qu'une toiture de bâtiment) et d'y avoir lessivés des polluants. Elles sont collectées et subissent un traitement avant leur rejet dans le milieu naturel, via :

- un passage dans un bassin d'orage pour assurer un effet tampon lors des épisodes de grosses pluies,
- un passage dans un déssableur-séparateur d'hydrocarbures,
- un rejet des eaux traitées dans des bassins d'infiltration, pour assurer la percolation des eaux résiduaires.

Deux bassins d'orages sont implantés sur le site, l'un côté Est et l'autre côté Ouest, suivi d'un déssableur-séparateur d'hydrocarbures, en amont d'un bassin d'infiltration pour chacune des deux zones.

Selon les résultats de la surveillance des rejets, l'exploitant mettra en place des solutions de traitement adaptées pour maintenir les rejets conformes aux valeurs limites prescrites à l'article 4.5.1.1.

Article 4.4.3 Eaux usées sanitaires

Les eaux usées sanitaires sont dirigées vers la station d'épuration de l'agglomération de Grand Chambéry via le réseau public d'assainissement.

Article 4.4.4 Eaux usées industrielles

Les seules eaux industrielles de l'établissement sont celles issues de l'aire de lavage des camions et engins du site. Elles sont traitées par un séparateur à hydrocarbures puis rejetées au réseau public d'assainissement vers la station d'épuration de l'agglomération de Grand Chambéry.

Article 4.4.5 Eaux d'extinction incendies

Les eaux d'extinction incendie sont confinés sur le site dans les réseaux du site, dans deux bassins d'orage et dans une partie du bassin d'infiltration, situé zone Nord Est du site, aménagé à cet effet.

Le confinement est assuré par la fermeture de vannes d'isolement, mentionnées au § 4.3.5.

Ces vannes sont clairement identifiées, facilement accessibles et manoeuvrables.

Les eaux d'extinction confinées sur le site sont analysées. Elles ne peuvent être rejetées vers le milieu naturel ni le réseau d'assainissement et devront être traitées en tant que déchets liquides dans des installations extérieures conformes à la réglementation.

Article 4.4.6 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.4.7 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement et entretien des dispositifs de traitement

La conception et la performance des dispositifs de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Ils sont entretenus, exploités et surveillés de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.4.7.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Les points de prélèvement d'échantillons sont au nombre de trois et sont les suivants :

- 1 sur la zone Nord-Est, en sortie de séparateur, juste avant rejet dans le bassin d'infiltration ;
- 1 sur la zone Sud-Ouest, en sortie de séparateur, juste avant rejet dans le bassin d'infiltration ;
- 1 en sortie du séparateur qui traite les eaux de l'aire de lavage, avant rejet dans le réseau eaux usées du site, puis le réseau public d'eaux usées.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

CHAPITRE 4.5 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.

4.5.1.1 Limites de rejets des effluents liquides

Le débit maximal journalier du rejet des eaux de lavage est fixé à 10m³.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux usées de l'aire de lavage et des eaux pluviales, susceptibles d'être polluées dans les milieux récepteurs considérés (station d'épuration du Grand Chambéry ou nappe d'accompagnement de la Leyse), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Substances rejetées	Code SANDRE	Limites de concentrations Milieu naturel	Limites de concentrations eaux de lavage	Flux journalier pour les eaux de lavage
Matières en	1305	100 mg/l	600 mg/l	6 kg/j

suspension (MES)				
DBO ₅	1313	100 mg/l	800 mg/l	8 kg/j
DCO	1314	300 mg/l	2000 mg/l	20 kg/j
Indice phénol	1440	0,3 mg/l		3 g/j
Azote total	6018	30 mg/l	150 mg/l	150 g/j
AOX	1106	1 mg/l		10 g/j
phosphore	1350	10 mg/l	50 mg/l	0,5 kg/j
Arsenic	1369	25 µg/l		0,25 g/j
Cadmium	1388	25 µg/l		0,25 g/j
Chrome hexavalent	1371	50 µg/l		0,5 g/j
Chrome et ses composés	1389	0,1 mg/l		1 g/j
Cuivre	1392	0,15 mg/l	2 mg/l	20 g/j
Nickel	1386	0,2 mg/l		2 g/j
Plomb	1382	0,1 mg/l	1 mg/l	10 g/j
Zinc	1383	0,8 mg/l		10 g/j
Manganèse	1394	1 mg/l		10 g/j
Etain et ses composés	1380	2 mg/l		20 g/j
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 mg/l		50 g/j
Cyanures libres	1084	0,1 mg/l		1 g/j
Indice cyanures totaux	1390	0,1 mg/l		1 g/j
Ion fluorure (en F ⁻)	7073	15 mg/l		150 g/j
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	10 mg/l		100 g/j
Mercure*	1387	25 µg/l		0,25 g/j
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)		0,25 g/j
Benzo(a)pyrène	1115			
Somme Benzo(b)fluoranthène* + Benzo(k)fluoranthène*				
Somme Benzo(g, h,i)perylène* + Indeno(1,2,3-cd)pyrène*				

Les substances dangereuses marquées d'un * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions du III de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998.

4.5.1.2 Condition de rejet à la station d'épuration urbaine

Le raccordement à la station d'épuration urbaine de Chambéry n'est envisageable que dans la mesure où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter les effluents produits par l'établissement dans de bonnes conditions.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau d'eaux usées délivrée par la collectivité gestionnaire du réseau en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Des valeurs limites d'émissions inférieures à celles fixées dans le présent arrêté peuvent être imposées par le gestionnaire des réseaux ou de la station d'épuration.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

4.5.1.3 Surveillance des effluents liquides

Les substances présentes dans les eaux de lavage et des eaux pluviales susceptibles d'être souillées et soumises à des VLE définies ci-avant sont analysées au moins deux fois par an.

Au terme de deux mesures, l'exploitant pourra présenter un bilan à l'inspection des installations classées et proposer une adaptation du programme de surveillance selon les quantités de polluants détectées en conservant a minima une mesure annuelle.

Les analyses des eaux pluviales susceptibles d'être souillées et de l'aire de lavage seront réalisées selon les normes en vigueur sur un échantillon représentatif d'un rejet sur 24 heures ou constitué de deux prélèvements séparés d'au moins 30 minutes.

4.5.1.4 Contrôle de recalage

L'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Article 4.5.2 Surveillance de la qualité des eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.

4.5.2.1 Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Lors de la réalisation de tout ouvrage complémentaire de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Les forages d'une profondeur supérieure à 10 mètres devront faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la DREAL, au titre de l'article L.411-1 du code minier.

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer une carte piézométrique à chaque campagne de mesure. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

La liste et le positionnement des ouvrages suivis ainsi que la liste des composés analysés pourront être modifiés, sur proposition de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées ou à la demande de l'inspection des installations classées.

4.5.2.2 Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Ouvrages existants	
PZ1 au Nord-Ouest du site	aval
PZ2 au Nord-est du site	aval
PZ3 au Sud-Ouest du site	amont

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 5.

4.5.2.3 Programme de surveillance

L'exploitant effectue une surveillance des eaux souterraines en effectuant tous les cinq ans deux analyses, l'une en période de basses eaux et l'autre en période de hautes eaux.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixée par le SDAGE,...).

La surveillance portera sur les paramètres et substances suivantes :

- pH
- Conductivité
- 12 Métaux (As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Sb, Se, Pb et Zn),
- Indices hydrocarbures C10-C40,
- HAP,
- BTEX,
- COHV,
- PCB

Les résultats des analyses et leur interprétation seront transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 4 semaines après la réalisation de chaque prélèvement.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 4.5.3 Surveillance des sols

Une surveillance des sols est effectuée sur des points représentatifs de l'activité réalisée sur le site.

Les prélèvements et analyses dans les sols des substances suivantes sont réalisés tous les 10 ans et la première campagne de suivi sera réalisée en 2026 sur les paramètres suivants:

- 12 Métaux (As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Sb, Se, Pb et Zn),
- Indices hydrocarbures C10-C40,
- HAP,
- BTEX,

- COHV,
- PCB.

Les modalités de la surveillance dans les sols et les eaux souterraines des substances dangereuses pertinentes seront déterminées en accord avec l'inspection des installations classées. Les résultats de cette surveillance ainsi que l'interprétation des résultats seront transmis à l'inspection.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 5.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5.1.1 Jours et horaires de fonctionnement des installations

Le site fonctionne sur une plage maximum de 7 h à 18 h, tous les jours, du lundi au samedi, hors jours fériés.

Article 5.1.2 Aménagement

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 5.1.3 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 5.1.4 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 5.1.5 Disposition relative au stockage et à la manipulation des déchets de métaux

L'exploitant met en place sous un délai de 3 mois, au niveau de l'aire de tri et transit des déchets métalliques concernés, des alvéoles de 4 mètres de haut sur 3 façades pour limiter l'impact sonore et visuel.

CHAPITRE 5.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 5.2.1 Valeurs Limites d'émergence et niveaux de bruit en limites d'exploitation

Dans les zones à émergence réglementée définies conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A) Pas d'activité nocturne sur le site

En tout état de cause, en limite de propriété de l'établissement, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

JOUR (de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés)	NUIT (22h à 7h) ainsi que dimanches et jours fériés
70 dB(A)	60 dB(A) Non concerné : pas d'activité nocturne et le dimanche sur le site

Article 5.2.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 5.3 - VIBRATIONS

Article 5.3.1 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 5.4 - ÉMISSIONS LUMINEUSES

Article 5.4.1 Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 6.1 - PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 6.2 - GÉNÉRALITÉS

Article 6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Cette disposition concerne le risque d'incendie et le risque d'explosion. L'exploitant dispose d'un plan général des installations, ateliers et stockages indiquant ces risques.

Les zones de risque incendie sont constituées des volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Un zonage de l'établissement vis à vis des risques d'explosion est établi conformément aux dispositions du code du travail (zones de type 0, 1, 2, 20, 21, 22). Ces zones sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

La cartographie des zones à risques est régulièrement mise à jour et communiquée aux services d'incendie et de secours, avec tous les éléments de nature à faciliter leur intervention.

Article 6.2.2 Connaissance des produits et déchets dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux et des déchets dangereux présents dans l'établissement et les équipements électriques et électroniques au rebut admis dans l'installation, en particulier :

- les fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés sur le site et des substances réputées dangereuses contenues dans les déchets électriques et électroniques admis ;
- la documentation prévue à l'article R.543-178 du code de l'environnement.
- les fiches de caractérisation des déchets dangereux traités par l'établissement.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits et déchets dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les fûts, réservoirs et autres contenants et emballages de produits ou déchets dangereux sont étiquetés conformément à la réglementation en vigueur. En particulier, ils portent en caractères très lisibles le nom des produits ou déchets et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 6.2.3 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Les personnes extérieures au fonctionnement de l'établissement ne doivent avoir accès qu'aux installations de la déchetterie professionnelle.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 6.2.4 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Elles respecteront les caractéristiques exigées aux articles 6.4.4.1 et suivants.

Article 6.2.5 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 6.3 - MESURES ORGANISATIONNELLES

Article 6.3.1 Interdiction de fumer et d'apporter du feu

Il est interdit :

- ☐ de fumer dans l'enceinte de l'établissement,
- ☐ d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ».

Ces interdictions sont affichées en caractères apparents à l'entrée et à l'intérieur de l'établissement.

Article 6.3.2 Encadrement des travaux

Les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués :

- ☐ pour les interventions sans flamme ou source de chaleur, qu'après délivrance d'un « permis d'intervention »,
- ☐ pour les interventions avec source de chaleur, flamme ou appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre, qu'après délivrance d'un « permis de feu » et sous réserve du respect d'une consigne particulière.

Les « permis d'intervention », « permis de feu » et consignes particulières sont établis et délivrés sous la responsabilité de l'exploitant, après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Ils sont visés par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont également visés par l'entreprise extérieure ou la personne qu'elle a nommément désignée.

Article 6.3.3 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- ☐ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer ;
- ☐ l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- ☐ l'obligation du « permis d'intervention » et du « permis de feu » selon le type d'intervention ;
- ☐ les conditions de stockage des produits et déchets, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits et déchets incompatibles ;
- ☐ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides),
- ☐ l'emplacement et la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie,
- ☐ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- ☐ la mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- ☐ la mise en rétention des eaux d'extinction d'incendie,

- la procédure d'alerte et d'évacuation du personnel, comportant les numéros de téléphone du responsable d'exploitation de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. Les plans d'évacuation sont joints à cette procédure et affichés dans chaque bâtiment,
- l'obligation, pour le responsable d'établissement, d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 6.3.4 Formation à la sécurité

Le responsable de l'établissement assure la formation régulière de son personnel à la sécurité. Cette formation porte a minima sur la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie et de la procédure d'alerte et d'évacuation.

Des exercices incendie sont réalisés annuellement.

CHAPITRE 6.4 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 6.4.1 Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu adaptées aux risques encourus (parois coupe-feu, couverture, sols et planchers hauts incombustibles, portes pare flamme ...). Lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre ou peut compromettre les conditions d'intervention, les éléments porteurs des structures sont protégés de la chaleur.

Aucun local à usage d'habitation n'est réalisé au-dessus de les installations.

Article 6.4.2 Désenfumage

Les bâtiments abritant les stockages de déchets dangereux et non dangereux sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation naturelle à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs disposent de commandes automatiques et manuelles. Leur surface utile d'ouverture est déterminée selon la nature des risques mais ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local, ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cellules.

Les commandes d'ouverture manuelles sont placées à proximité des accès principaux de l'établissement.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. L'exploitant doit à tout moment être en mesure de justifier cette adéquation.

En référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, ces dispositifs présentent les caractéristiques suivantes :

- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 500 50 daN/m²
- classe de température ambiante T0 (0 °C) ;
- classe d'exposition à la chaleur HE 300 (300 °C).

Article 6.4.3 Dégagements

Les bâtiments et stockages extérieurs sont aménagés pour permettre l'évacuation rapide et facile du personnel.

En particulier, les portes des bâtiments et locaux s'ouvrent facilement dans le sens de l'évacuation. Elles sont pare-flammes une demi-heure et à fermeture automatique.

Article 6.4.4 Intervention des services de secours

6.4.4.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

6.4.4.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

CHAPITRE 6.5 - DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 6.5.1 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 6.5.2 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Article 6.5.3 Protection des installations contre la foudre

L'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Le système de protection foudre prévue par l'étude technique foudre sera opérationnel dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE 6.6 - DÉTECTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 6.6.1 Dispositif automatique de détection incendie

L'établissement est doté d'un système de détection incendie adapté aux risques (détecteurs de fumées reliés à un dispositif de télésurveillance), avec report, pendant les jours ou heures d'absence du personnel vers une société de surveillance et la ou les personnes d'astreinte de la société exploitante.

La détection couvre en particulier la zone de stockage des déchets à l'intérieur du bâtiment principal d'exploitation.

Article 6.6.2 Moyens de lutte contre l'incendie

6.6.2.1 Dispositions générales

La totalité des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie en place est conforme aux normes en vigueur.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, et notamment en période de gel.

6.6.2.2 Moyens internes

L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- Des extincteurs portatifs sont judicieusement répartis en nombre suffisant et contrôlés annuellement conformément à la règle R4 de l'APSAAD. Ils sont adaptés à la nature des combustibles présents et se trouvent dans le bâtiment principal d'exploitation (zone bureau RDC et étage, hall d'exploitation abritant les différentes zones de stockages, auvent presse à balles) ainsi que dans le bâtiment « le chalet ». Ils sont indiqués par un panneau supérieur et sont accrochés en évidence dans un lieu accessible et visible. Ils font l'objet d'un contrat de maintenance par un professionnel de l'incendie,
- des robinets incendie armés (RIA) répartis conformément à la règle R5 de l'APSAAD,
- Des plans des locaux facilitent l'intervention des services d'incendie et de secours,
- Un système d'alarme d'évacuation incendie est en place (sirène déclenchée manuellement),
- Plusieurs employés ont effectué une formation et possèdent une habilitation incendie concernant notamment l'utilisation des extincteurs et RIA,
- Plusieurs employés SST dont l'habilitation est renouvelée tous les 2 ans.

6.6.2.3 Moyens externes

Pour assurer la défense contre l'incendie des installations du site « bâtiment principal d'exploitation (hall + auvent) », les besoins en eau précédemment définis doivent être disponibles pendant un minimum de 2 h soit 480 m³.

Les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués :

- d'au moins un poteau incendie, implanté à l'entrée du site, qui assure un débit de 150 m³/h soit 300 m³ disponibles pendant 2 h. Il est conforme aux normes AFNOR NF S 62-200, NF S 61-211 et NF S 61-213,
- d'autres poteaux incendie sont présents aux alentours du site, dont un second à moins de 100 dont le débit reste alimenté par le même réseau que le premier poteau incendie.
- d'une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente en place sur le site d'un volume complémentaire de 180 m³ a minima.

L'exploitant s'assure régulièrement, auprès des entités responsables, de la conformité, du bon entretien et du bon fonctionnement de ces équipements.

Article 6.6.3 Maintenance et vérification périodique des équipements

L'exploitant assure la maintenance et l'entretien des matériels de sécurité, de détection et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant réalise par ailleurs des vérifications périodiques de ces matériels afin de s'assurer de leur bon fonctionnement permanent, à une fréquence a minima semestrielle pour ce qui concerne les dispositifs de détection incendie. Ces vérifications sont consignées sur un registre mentionnant également les suites données, et adjoint au dossier "installations classées" prévu à l'article 1.3.

Article 6.6.4 Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, permettant l'intervention en cas de sinistre et adaptés aux risques présentés par l'installation, sont conservés à proximité des zones à risque. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

CHAPITRE 6.7 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 6.7.1 Rétentions et confinement des eaux d'extinction

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par :

- les bassins d'orage et réseaux du site permettent de recueillir un volume total maximal estimé à 223 m³. Chacun de ces dispositifs est isolé par une vanne barrage en aval du séparateur à hydrocarbures auquel il est relié,
- par une rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, réalisée en modifiant le bassin d'infiltration situé au niveau de la zone Nord-Est..

Le dispositif de confinement étanche aux produits collectés a une capacité totale de 630 m³. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé par l'exploitant qui a calculé la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Article 6.7.2 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 6.7.3 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 6.8 - DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 6.8.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 6.8.2 Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

6.8.2.1 Contenu du permis d'intervention, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Article 6.8.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 6.8.4 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 6.7.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 6.8.5 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 6.8.6 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Article 6.8.7 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans des procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 6.8.8 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

TITRE 7 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 7.1 - RÉCEPTION DES DÉCHETS

Article 7.1.1 : Portique de détection des déchets radioactifs

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.

En cas de détection de déchets radioactifs :

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Article 71.2 : Déchets admissibles

Seuls peuvent être admis dans l'établissement les déchets suivants :

Numéros des rubriques associées	Nature des déchets	Tonnage maximal sur le site
2716	déchets inertes (hors amiante) ou produits minéraux (gravats, briques, carrelage, béton, pierres, terres...),	320 tonnes
2713 et 2791	Déchets métalliques (ferraille, fonte, aluminium, jantes, zinc, cuivre, laiton, plomb, câbles, métaux divers, ...	5000 tonnes
2714 et 2791	DND de papiers, cartons et textiles	2350 tonnes
2714 et 2791	Plastiques, caoutchouc	550 tonnes
2714	bois	110 tonnes
2714	pneumatiques usagés	33 tonnes
2715	Déchets des verre :	55 tonnes
2716	Déchets d'activités économiques	620 tonnes
2716, 2712-3	déchets d'ameublement Eco-mobiliers, fibre de verre, bateaux hors d'usage après dépollution,	100 tonnes et 10 bateaux
2716	Déchets verts	55 tonnes
2716 ou 2731	Déchets fermentescibles, bio-déchets,	29 tonnes
2716	Plâtre	42 tonnes
2716	laine de verre	80 tonnes
2716	Huile végétale usagée	3 tonnes
2718, 3550 et 3510	Bois traités dangereux dit Bois C	30 tonnes
2718, 3550 et 3510	Déchets souillés (déchets emballages, chiffons souillés, absorbants)	30 tonnes
2718, 3550 et 3510	Boues d'usage	75 tonnes
2718, 3550 et 3510	Huile minérale	5 tonnes
2718, 3550 et 3510	Déchets Ménagers Spéciaux (DMS)	40 tonnes
2718, 3550 et 3510	Piles	40 tonnes
2718, 3550 et 3510	Batteries	30 tonnes
2718, 3550 et 3510	néons, peintures, aérosols, déchets phytosanitaires	30 tonnes
2711, 3550 et 3510	Ecrans	15 tonnes
	Petits Appareils en Mélange (PAM),	
	Gros Electroménagers Hors Froids (GEMHF),	
	Gros Electroménagers Froids (GEMF).	

A noter que les rubriques 2710-1-a et 2710-2-a peuvent concerner l'ensemble des rubriques citées dans le tableau.

Les déchets suivants sont en particulier interdits dans l'établissement :

- Bouteilles de gaz, bouteilles d'oxygène, d'azote, etc. (1),
- PCB,
- Extincteurs (1),
- Ordures ménagères,
- Amiante/fibrociment,
- Seringues et déchets médicaux,
- Déchets radioactifs,
- Artifices,
- fumigènes,
- biodéchets (à l'exception de ceux autorisés en transit sous la rubrique 2716).

(1) Il arrive cependant que ces déchets soient réceptionnés, ils sont alors déclarés en non-conformités, mis à l'écart sous abri et redirigés vers la bonne filière.

Les déchets suivants sont produits par l'établissement :

- Déchets non-dangereux : Déchets ménagers et déchets industriels (papiers, cartons...)
- Déchets dangereux : Déchets extraits des dispositifs de traitement des eaux pluviales (huiles boues...).

Article 7.1.3 Admission des déchets

Toute admission de déchets fait l'objet d'un contrôle administratif (bordereaux de suivi de déchets) et d'un contrôle visuel, afin de s'assurer de leur conformité aux critères mentionnés au premier alinéa de l'article 7.1.2 et aux informations préalables communiquées par le producteur.

Pour les chargements conformes, l'exploitant remet au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon comprend notamment les informations listées sur le registre des déchets entrants défini à l'article 7.1.2.

L'installation dispose d'un système de pesée des équipements admis, adapté aux véhicules et chargements. La pesée peut être effectuée par tout moyen équivalent reposant sur la personne livrant les équipements. Le cas échéant, la nature de l'équipement utilisé et les vérifications de son exactitude sont précisés par écrit dans le registre des déchets entrants défini à l'article 7.1.5. Les équipements de pesage sont agréés et contrôlés au titre de la réglementation métrologique.

Article 7.1.4 Déchets non conformes

Les déchets non conformes sont retirés du lot réceptionné dès leur détection. Ces déchets, ou le cas échéant le chargement entier, sont retournés à leur producteur ou dirigés par l'exploitant vers une installation appropriée et conforme à la réglementation.

Les refus sont consignés dans un registre dédié, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur apporteur ou leur élimination par un prestataire, des déchets qui ne respectent pas les critères d'admission mentionnés au premier alinéa du présent article.

Les déchets non conformes de taille réduite sont stockés dans des contenants appropriés.

Article 7.1.5 Registre des déchets entrants

L'exploitant tient à jour un registre chronologique comportant les informations relatives aux déchets entrants présentés à l'entrée de l'installation conforme Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Pour les DEEE admis dans l'installation, les présentes dispositions complètent celles prévues par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

CHAPITRE 7.2 - ENTREPOSAGE DES DÉCHETS

Article 7.2.1 Caractérisation des déchets dangereux entreposés

Pour chaque déchet dangereux présent dans l'établissement, l'exploitant :

- établit une fiche de caractérisation du déchet régulièrement tenue à jour et comportant les éléments suivants :
 - le code du déchet selon la nomenclature,
 - la dénomination du déchet,
 - le procédé de fabrication dont provient le déchet,
 - son mode de conditionnement,
 - le traitement d'élimination prévu,
 - les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
 - la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
 - les risques présentés par le déchet,
 - les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières
 - les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.
- tient à jour un dossier où sont archivés :
 - la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
 - les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
 - les observations faites sur le déchet,
 - les bordereaux de suivi de déchets renseignés par les installations de traitement.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 7.2.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue la séparation des déchets à l'intérieur de l'établissement de façon à assurer leur orientation dans les filières adaptées à leur nature et à leur dangerosité et à permettre une valorisation optimale. Cette séparation concerne notamment les déchets mentionnés à l'article D. 543-281 du code de l'environnement ("tri 5 flux").

Article 7.2.3 Déchets produits par l'établissement

Après avoir été triés à la source par le personnel, les déchets produits par l'établissement peuvent rejoindre les installations d'entreposage des déchets reçus sur le site ou issus du traitement des déchets reçus de même nature.

Article 7.2.4 Conditions d'entreposage des déchets

Les déchets entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

A cet effet, les stockages de déchets sont réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits entreposés, et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Ces aires seront bordées de murettes ou agencées de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible, normalement couvertes.

Les aires dédiées sont maintenues en constant état de propreté.

Stockage des bateaux à moteur : les bateaux à moteur sont stockés à l'intérieur avant dépollution.

Stockage du bois traité : Le bois traité est stocké à l'intérieur du « chalet ».

De manière générale, tous les déchets dangereux sont stockés à l'intérieur.

Stockages en emballages ou GRV : les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve :

- qu'il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- que les emballages ou GRV soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.

Les déchets conditionnés en emballages ou GRV devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 3 hauteurs.
Pour les déchets industriels dangereux, l'emballage portera systématiquement les indications permettant de reconnaître les dits déchets.

Stockages en bennes ou alvéoles : les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes ou alvéoles, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols.

Article 7.2.5 Quantités maximales de déchets entreposés

Les quantités maximales de déchets entreposés sont conformes aux tonnages cités à l'article 7.1.2.

Article 7.2.6 État des stocks des déchets

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de déchets présents dans l'établissement auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Évacuation et transport des déchets

L'exploitant fait en sorte de limiter le transport des déchets sortants, en distance et en nombre d'unité de transport.

L'exploitant effectue le pesage des déchets expédiés par tout moyen approprié (pont-bascule, balances...).

Le transport des déchets sortants est adapté à la nature de chaque type de déchets et s'effectue dans des conditions propres notamment à limiter les envols et à éviter les écoulements de produits liquides. S'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assure que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions, ainsi que la réglementation sur le transport de matières dangereuses le cas échéant.

En cas de remise des déchets à un collecteur, un transporteur, un négociant ou un courtier, l'exploitant s'assure que ses prestataires disposent bien du récépissé de déclaration prévus aux articles R. 541-49 à R.541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement.

L'exportation de déchets est réalisée, le cas échéant, selon les modalités prévues par le règlement modifié (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi prévu à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

CHAPITRE 7.3 - EVACUATION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

Article 7.3.1 Évacuation et transport des déchets

L'exploitant fait en sorte de limiter le transport des déchets sortants, en distance et en nombre.

L'exploitant effectue le pesage des déchets expédiés par tout moyen approprié (pont-bascule, balances...). Les équipements de pesage sont agréés et contrôlés au titre de la réglementation métrologique.

Le transport des déchets sortants est adapté à la nature de chaque type de déchets et s'effectue dans des conditions propres notamment à limiter les envols et à éviter les écoulements de produits liquides. S'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assure que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions, ainsi que la réglementation sur le transport de matières dangereuses le cas échéant.

En cas de remise des déchets à un collecteur, un transporteur, un négociant ou un courtier, l'exploitant s'assure que ses prestataires disposent bien du récépissé de déclaration prévus aux articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs, négociants et courtiers utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exportation de déchets est réalisée selon les règles relatives au transfert transfrontalier de déchets, et en particulier, le cas échéant, selon les modalités prévues par le règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi prévu à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les copies des bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 3 années au minimum.

Article 7.3.2 Traitement des déchets

A l'exception des installations spécifiquement autorisées par le présent arrêté, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

En particulier, toute incinération ou brûlage à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'ils soient, est interdite, à l'exception des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets produits en propre par ses activités. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant oriente les déchets dans des filières de traitement adaptées, et conformes aux législations et réglementations relatives aux déchets et aux installations classées. L'exploitant est en mesure d'en justifier. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant trois ans.

Pour le traitement des déchets, l'exploitant privilégie, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si nécessaire, compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.3.3 Déchets particuliers

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 7.3.4 Registre des déchets sortants

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants conforme à l'Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Ce registre contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet,
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, et dénomination),
- la quantité du déchet sortant,
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié,
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé de déclaration mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement,
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,

- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement n°1013/2006 relatif aux transferts transfrontaliers de déchets,
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive cadre sur les déchets n°2008/98,
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
- Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
- Traitement des déchets – Traçabilité
- L'exploitant oriente les déchets dans des filières de traitement adaptées et autorisées au titre des législations et réglementations relatives aux déchets et aux installations classées. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant trois ans.
-

Article 7.3.5 Perte de traçabilité des déchets

Lorsque le traitement aboutit à la production de déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant informe chaque producteur initial des déchets de leur destination ultérieure.

Lorsque le traitement aboutit à la production de déchets dont la provenance initiale n'est plus identifiable, l'exploitant est dispensé de délivrer cette information à chaque producteur initial, conformément à l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement .

Article 7.3.6 Bilan annuel

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, avant le 31 mars de chaque année, un état récapitulatif pour l'année précédente :

- ☐ Quantités réceptionnées par famille de déchets ;
- ☐ Quantités évacuées par famille de déchets, type de traitement (valorisation ou élimination) et identification des principales installations destinataires (nom, département, commune).
- ☐ Etat des stocks.

CHAPITRE 7.4 - DISPOSITIONS RELATIVES AU TRI, TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS DANGEREUX

Article 7.4.1 Aires et locaux de réception, d'entreposage, de tri, de regroupement des déchets

Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.

Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.

Le sol des aires de réception, d'entreposage, de tri, de regroupement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, est étanche et incombustible, résiste aux chocs.

Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être gerbés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.

Sauf exception justifiée par l'exploitant, les déchets sont évacués de l'installation dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent leur prise en charge.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont équipés en plus de limiteurs de remplissage opérationnels en permanence. L'entreposage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable à tout moment et fait l'objet d'un examen visuel tous les six mois.

Les vannes de vidange des cuves sont intérieures aux rétentions et cadenassées en dehors des opérations de transvasement.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits et déchets incompatibles ou susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les effluents récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté. Dans le cas où leurs caractéristiques intrinsèques ne permettent pas leur rejet, ces effluents sont gérés comme des déchets.

Article 7.4.2 Dispositions spécifiques aux déchets de piles et accumulateurs

Les piles usagées sont entreposées indifféremment en fonction de leur composition dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

Les contenants mentionnent l'identification « mélange de piles contenant des piles au lithium » et les piles sont ensuite envoyées sur des centres de tri pour être triées en fonction de leur composition.

Article 7.4.3 Dispositions spécifiques aux déchets susceptibles de générer des égouttures

Les déchets susceptibles de générer des égouttures sont entreposés à couvert, dans des conditions permettant de récupérer les écoulements issus de ces déchets et de les traiter en tant que déchets liquides avant toute dilution notamment avec des eaux de pluie.

Article 7.4.4 Système de détection

Les parties fermées ou abritées de l'installation sont équipées d'un dispositif de détection des fumées. Des détecteurs de gaz sont en outre mis en place dans les parties de l'installation présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Article 7.4.5 Matériels électriques de sécurité

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 6.2.1 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

CHAPITRE 7.5 - DISPOSITIONS RELATIVES AU TRI, TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DEEE

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont envoyés dans des installations appliquant les dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 susvisé ou remis aux personnes tenues de les reprendre en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement susvisé ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.

Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée. Leur quantité maximale présente dans l'installation est inférieure à 1 tonne.

Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 susvisé ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Dans le cas d'un épandage accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.

CHAPITRE 7.6 - DISPOSITIONS RELATIVES AU TRI, TRANSIT , REGROUPEMENT ET TRAITEMENT DE MÉTAUX ET ALLIAGES

Article 7.6.1 Déchets métalliques

L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site.

Les métaux ou déchets de métaux doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.).

Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des métaux ou déchets de métaux doivent être distinctes et clairement repérées. L'entreposage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

Les matières triées sont entreposées afin de prévenir les risques de mélange.

Les tournures souillées d'huiles, entières ou solubles, sont entreposées dans des zones couvertes spécialement dédiées permettant la récupération des égouttures et leur traitement en tant que déchets liquides sans dilution avec les eaux de pluie.

TITRE 8 - NOTIFICATION - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

CHAPITRE 8.1 - NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

CHAPITRE 8.2 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Saint-Alban-Leysse pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Alban-Leysse fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté est également adressé à chaque conseil municipal consulté : Barberaz, La Ravoire et Curienne, Chambéry, Saint-Jean-d'Arvey, Barby et Bassens ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 8.3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

CHAPITRE 8.4 - EXÉCUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Saint-Alban-Leysse.

Le préfet
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,
Juliette PART

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement

**Annexes à l'arrêté préfectoral n°ICPE-2022-083
du
portant autorisation d'exploiter une installation de tri, transit et regroupement de déchets
dangereux et non dangereux
Société EXCOFFIER RECYCLAGE
Commune de Saint-Alban-Leysse**

Annexe 1 : Vue d'ensemble du site et des stockages de déchets

Annexe 2 : Répartition des déchets stockés sur site

Annexe 3 : Plan mentionnant les zones couvertes du site

Annexe 4 : Localisation des piézomètres



PREFECTURE DE LA SAVOIE

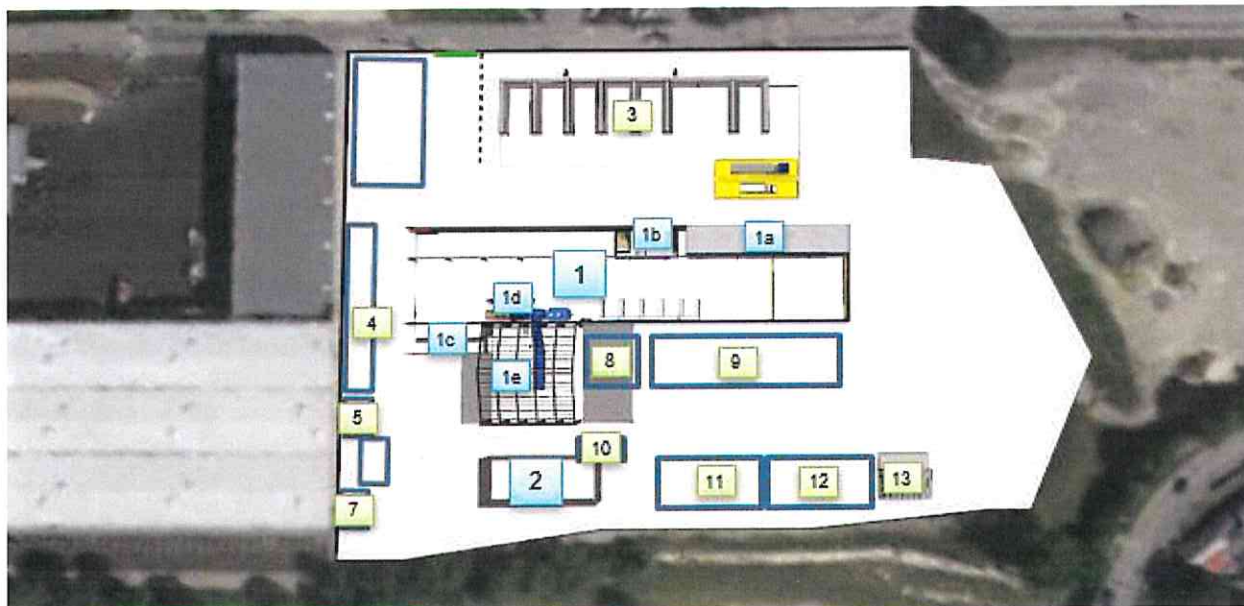
Vu pour être annexé
à l'arrêté Préfectoral

du
Pour le Préfet, Le Préfet délégué
La Secrétaire Générale,

Juliette PART

Annexe 1

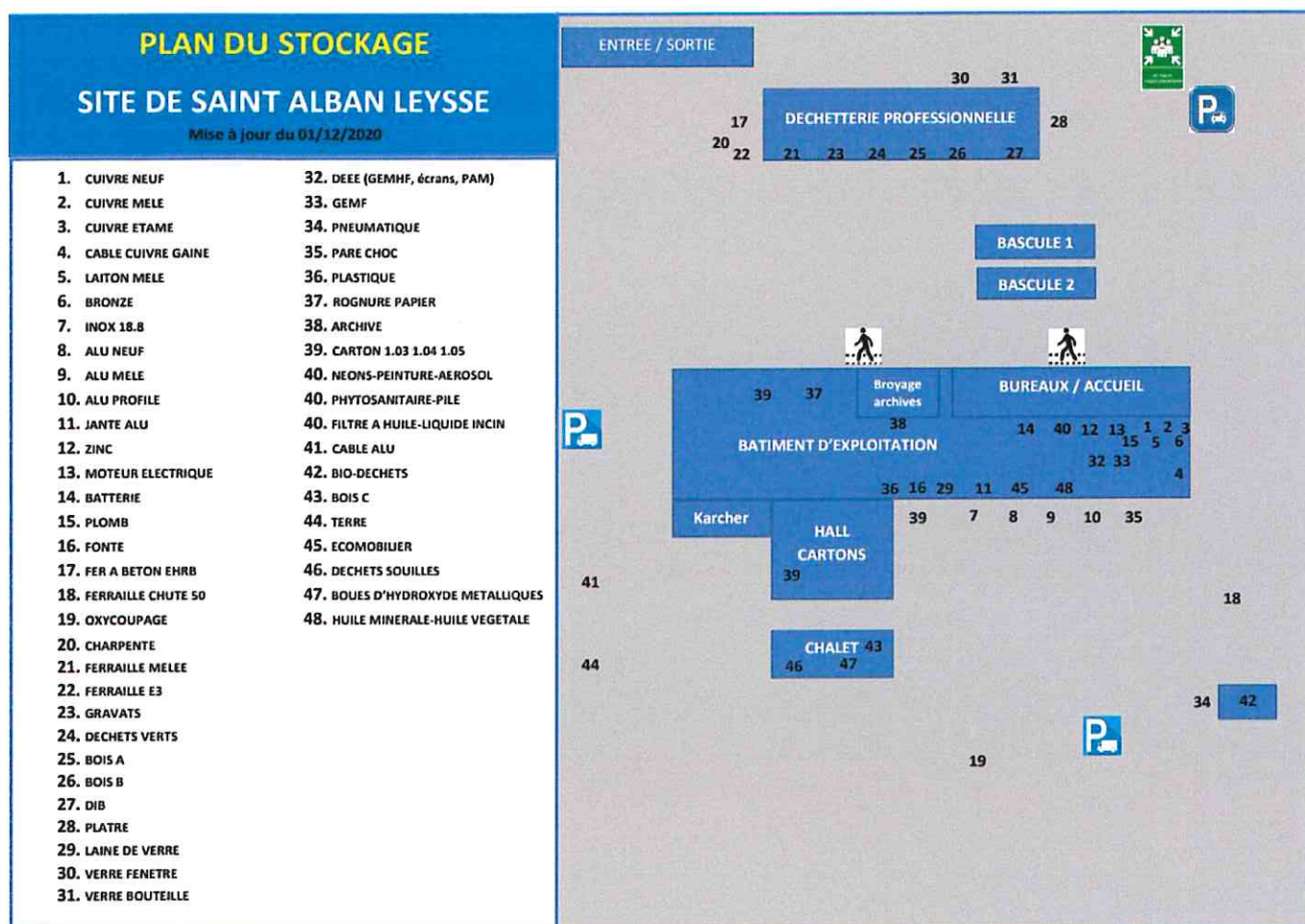
Vue d'ensemble du site et des stockages de déchets :



- (1) Le bâtiment principal d'exploitation, d'une surface au sol de 3 355 m² environ : il comprend une partie bureaux / sanitaires (1a), un grand hall d'exploitation (1) avec le local à archives confidentielles (1b), un local lavage (1c) ainsi que la presse à balles (1d). Un auvent d'amenée des déchets vracs plastiques, papiers, cartons jusqu'à la presse à balles lui est accolé et a une surface au sol de 675 m²,
- (2) bâtiment de stockage de 360 m² environ dénommé « le chalet » qui abrite des déchets souillés et des boues d'usinage en bennes. Ainsi que diverses zones extérieures de stockages
- (3) Des alvéoles de stockages pour la déchetterie professionnelle, qui regroupent des matériaux combustibles ou non combustibles,
- (4) Une zone de stockage de bennes vides le long de la limite de site ouest avec Ekosport,
- (5) Une benne de stockage de câbles aluminium, (7) Un box de stockage de terre (alvéole),
- (8) Une zone de stockage de balles de papiers/cartons,
- (9) Une zone de stockage de déchets métalliques : inox, aluminium, pare-chocs,
- (10) Une benne de stockage de bois traité de classe C (déchet dangereux), stockée sous abri dans le bâtiment « le chalet »,
- (11) Une zone de stockage de ferrailles en vrac,
- (12) Un box de stockage de pneus (alvéole),
- (13) Un stockage couvert de 130 m² environ dénommé « le préau » abritant des bio-déchets en bac (type poubelle) de 770 L.

Annexe 2

Répartition des déchets stockés sur site



Annexe 3

Plan mentionnant les zones couvertes du site :

- le bâtiment principal d'exploitation : 4030 m²
- le bâtiment nommé le chalet : 359,79 m²
- le préau : 129,86 m²



Annexe 4 Localisation des piézomètres



Table des matières

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	3
CHAPITRE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
CHAPITRE 1.2 - Nature des installations.....	3
CHAPITRE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	6
CHAPITRE 1.4 - Durée de l'autorisation.....	6
CHAPITRE 1.5 - Garanties financières.....	7
CHAPITRE 1.6 - Modifications et cessation d'activité.....	8
CHAPITRE 1.7 - Réglementation.....	10
TITRE 2 - Gestion de l'établissement.....	13
CHAPITRE 2.1 - Exploitation des installations.....	13
CHAPITRE 2.2 - Réserves de produits ou matières consommables.....	14
CHAPITRE 2.3 - Danger ou nuisance non prévenu.....	14
CHAPITRE 2.4 - Incidents ou accidents.....	14
CHAPITRE 2.5 - Programme d'auto surveillance.....	14
CHAPITRE 2.6 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	15
CHAPITRE 2.7 - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	16
CHAPITRE 2.8 - Bilans périodiques.....	16
TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	17
CHAPITRE 3.1 - Conception des installations.....	17
TITRE 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	18
CHAPITRE 4.1 - Dispositions générales.....	18
CHAPITRE 4.2 - Alimentation en eau.....	18
CHAPITRE 4.3 - Collecte des effluents liquides.....	18
CHAPITRE 4.4 - Types d'effluents liquides produits et conditions de rejet des effluents.....	20
CHAPITRE 4.5 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	21
TITRE 5 - Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses.....	26
CHAPITRE 5.1 - Dispositions générales.....	26
CHAPITRE 5.2 - Niveaux acoustiques.....	26
CHAPITRE 5.3 - Vibrations.....	27
CHAPITRE 5.4 - Émissions lumineuses.....	27
TITRE 6 - Prévention des risques technologiques.....	28
CHAPITRE 6.1 - Principes directeurs.....	28
CHAPITRE 6.2 - Généralités.....	28
CHAPITRE 6.3 - Mesures organisationnelles.....	29
CHAPITRE 6.4 - Dispositions constructives.....	30
CHAPITRE 6.5 - Dispositif de prévention des accidents.....	31
CHAPITRE 6.6 - Détection et lutte contre l'incendie.....	31
CHAPITRE 6.7 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	33

CHAPITRE 6.8 - Dispositions d'exploitation.....	34
<i>TITRE 7 - Dispositions spécifiques à la gestion des déchets.....</i>	<i>37</i>
CHAPITRE 7.1 - Réception des déchets.....	37
CHAPITRE 7.2 - Entreposage des déchets.....	40
CHAPITRE 7.3 - Evacuation et traitement des déchets.....	41
CHAPITRE 7.4 - Dispositions relatives au tri, transit et regroupement de déchets dangereux.....	43
CHAPITRE 7.5 - Dispositions relatives au tri, transit et regroupement de DEEE.....	44
CHAPITRE 7.6 - Dispositions relatives au tri, transit , regroupement et traitement de métaux et alliages	45
<i>TITRE 8 - Notification - Délais et voies de recours – Publicité - Exécution.....</i>	<i>46</i>
CHAPITRE 8.1 - Notification.....	46
CHAPITRE 8.2 - Publicité.....	46
CHAPITRE 8.3 - Délais et voies de recours.....	46
CHAPITRE 8.4 - Exécution.....	47